



Union Locale CGT Aubervilliers

Bulletin local d'informations syndicales

001 — avril 2026

Grève victorieuse à L'Orangerie !

Les salariées MAS/FAM L'Orangerie d'Aubervilliers ont fait reculer un projet d'empirement de leurs conditions de travail !

Section CGT de L'Orangerie

Début janvier, plusieurs salariées de la Maison d'accueil spécialisée / Foyer d'accueil médicalisé (MAS/FAM) L'Orangerie, appartenant au groupe Envoludia, ont **poussé la porte de l'Union locale CGT d'Aubervilliers** pour se syndiquer et témoigner de la situation dans l'établissement.

Les salariées étaient très remontées contre la décision unilatérale de la nouvelle directrice de bouleverser complètement les plannings de travail, impactant fortement les conditions de travail et les vies personnelles des salarié·es. Les pratiques autoritaires de cette directrice, ses propos désobligeants, vexatoires et à la limite du racisme **faisaient déborder le vase**.

La discussion a permis de faire émerger d'autres revendications, sur les effectifs, la prise en charge des frais de repas, le traitement des stagiaires etc.

Les salarié·es avaient déjà créé un groupe Whatsapp avec une vingtaine de professionnel·les de l'établissement pour organiser la contestation. La perspective était toute trouvée : décision a été prise de **déclencher une grève** dès le mercredi suivant, avec un débrayage surprise à 10h00.

L'Union locale proposerait une base de tract et amènerait le matériel pour animer un piquet de grève : sono, drapeaux, chasubles et tracts.

Le mercredi 14 janvier, les salarié·es grévistes débrayent et descendent rejoindre les collègues de repos ce jour-là. Le piquet de grève, fort d'une vingtaine de professionnel·les de l'établissement et de quelques résident·es solidaires, a tenu pendant **plus de 5h00** dans une humeur joyeuse et combative, en musique et en slogan, interpellant les passant·es.

La DRH, avertie, a appliqué rapidement pour rencontrer les grévistes. Après plus de deux heures de réunion de négociation, **la direction a cédé sur l'application des nouveaux plannings**, principale demande des salarié·es et a donné des gages sur le maintien des effectifs, les fiches de poste, la place des stagiaires et les frais de repas. Cette première victoire a renforcé le collectif. Attaché·es à leurs missions et la qualité de leur travail, **les salarié·es n'entendent plus se laisser faire** et sont conscientes de leur capacité de mobilisation.

La section CGT de L'Orangerie est maintenant renforcée d'une **quinzaine de**

syndiqué-es !

La lutte continue !

Grève et blocage au lycée le Corbusier : le rectorat plie !

Désorganisation, infirmière absente, professeur-es non remplacé-es : la mobilisation des personnels et des lycéen-es obtient des avancées immédiates.

Section CGT du lycée le Corbusier

Le début d'année a été combatif au lycée le Corbusier. Depuis plusieurs mois les problèmes s'accumulaient et la contestation s'organisait. Premier motif de mécontentement : **la désorganisation du lycée**. Malheureusement assez habituelle dans les établissements scolaires du 93 du fait du manque de moyens et de personnels formés, elle a dégradé peu à peu les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.

L'absence d'infirmière scolaire dans l'établissement depuis le 1er septembre pose quant à elle de sérieux problèmes de sécurité en cas d'accident, mais aussi de suivi médical pour les élèves qui, parmi les 1400 élèves de l'établissement, sont en situation de handicap ou ont des troubles ou des maladies chroniques. Enfin le non remplacement de plusieurs professeur-es en arrêt maladie, parfois pendant plusieurs mois et pour des classes passant le baccalauréat en juin, porte atteinte au droit à l'éducation de plusieurs dizaines d'élèves du lycée, génère un stress important pour

eux, et les met en difficulté pour la sélection dans les formations post-bac et leur poursuite d'études. **Ces problèmes ont poussé les personnels à faire grève et à bloquer le lycée.**

Tous ces motifs ont poussé les personnels à faire grève début janvier, deux jours avant un blocage du lycée organisé par le syndicat des lycéen-es. **Les effets de cette mobilisation ont été immédiats !** Dès le lendemain du blocage des lycéens, le rectorat affectait une enseignante pour remplacer une collègue en arrêt maladie depuis octobre. Quatre jours après, la direction du lycée acceptait d'organiser, comme le demandaient les personnels, des réunions sur le temps de travail pour mettre à plat les problèmes d'organisation et de management. Aujourd'hui, des problèmes subsistent, mais tous les personnels en arrêt ont été remplacés et l'organisation du travail s'améliore. Bravo aux personnels, et surtout aux élèves du Corbusier, pour leur efficacité !

Combien de fois faut-il signaler le harcèlement pour que la Ville prenne la mesure de la gravité ?

Harcèlement avéré : sous la mandature précédente, une décision tardive — après des années de signalements des agents et de la CGT, à la veille des municipales.

CGT Territoriaux d'Aubervilliers

Depuis plusieurs années, les agents de la Direction des relations aux usagers (DRU) **signalent le harcèlement de la part de la**

Direction. Malgré ces signalements, il a fallu plusieurs plaintes déposées en commissariat, une enquête administrative confir-

mant la sévérité des faits, une enquête RPS du médecin du travail et des appels répétés de la CGT et de l'intersyndicale pour mettre à pied un des auteurs de cette situation.

Sous la pression des organisations syndicales et à l'approche des dernières élections municipales, l'exécutif municipal d'alors a fini par prendre ses responsabilités — cette décision demeure **plus amère que douce** pour les agents de la DRU qui se sentent trahis par leur employeur et dont plusieurs souffrent de conséquences psychologiques irréversibles. Si la mise à pied est une victoire, elle est loin d'être une justice pour une direction en difficulté énorme et un manque chronique de moyens hu-

ains et matériels. Et pourtant, c'est cette direction qui accueille les Albertivillariens et Albertivillariennes dans leurs démarches quotidiennes telles que les mariages et la délivrance de leurs passeports, les naissances et les décès.

Ainsi, les années d'inaction de la municipalité face à nos signalements crédibles et désormais confirmés se traduisent par une dégradation du service public envers la population, que nous, les agents de la Ville, ne pouvons que regretter et dénoncer. **La CGT reste mobilisée** aux côtés des agents victimes de cette situation et nous n'allons pas baisser les bras face à cette injustice et cette culture toxique.

Hamidou G. réintégré grâce à la CGT

Victime d'une OQTF illégale et d'une rupture de son contrat de travail, un salarié de Veolia, habitant d'Aubervilliers est réintégré grâce à l'intervention de la CGT !
Union Locale CGT Aubervilliers

Victime d'une OQTF illégale et d'une rupture de son contrat de travail, un salarié de Veolia, habitant d'Aubervilliers est **réintégré grâce à l'intervention de la CGT !**

Hamidou G.* travaille comme chauffeur et ripper au sein d'un établissement de collecte et de tri des déchets des entreprises. Le centre situé à la Plaine Saint Denis, où sont affecté-es une cinquantaine de salarié-es, appartient à **Veolia, groupe français du CAC 40**.

Le mardi 25 novembre 2025, il se lève comme d'habitude à 4h du matin pour prendre son service à 5h et commencer sa tournée. Comme depuis plusieurs années, il se rend avec son camion sur le site d'un client particulier : le restaurant de la Direction nationale de la gendarmerie nationale à Issy-les-Moulineaux. **La routine.**

Sauf que ce matin-là, il y a du changement : le personnel à l'accueil en charge du contrôle n'est plus le même. Le gendarme tique sur la carte d'identité espagnole qu'Hamidou lui tend pour satisfaire aux exigences de contrôle d'entrée. C'est celle qu'il présente jusqu'ici, elle est tout à fait en cours de validité et ne présente aucun signe de malfaçon ou de dégradation. Le gendarme lui demande d'aller faire son travail et de revenir ensuite, et il l'avertit qu'il va appeler le commissariat. Hamidou imagine que les doutes vont se dissiper devant l'évidence : bien qu'étant originaire du Mali, il a acquis régulièrement la nationalité espagnole en 2013 après avoir vécu plusieurs années dans ce pays. Hamidou sait que les autorités ou les policiers ne peuvent pas lui dénier ses droits sur la base de sa seule couleur de peau ou de son origine supposée. Il est bénéficiaire de la liberté

de circulation et d'installation au sein des pays de l'UE en application des directives européennes. **Tout simplement.**

Pourtant pour Hamidou, **c'est une spirale cauchemardesque qui s'enclenche.** La police l'emmène au commissariat pour une garde à vue qui va durer 4 heures ! Il sera placé en cellule et ne sera pas en mesure d'appeler ses proches. Son patron, contacté, ne viendra même pas le voir sur place pour lui proposer accompagnement et protection !

Avant sa sortie on lui signifie... **une OQTF !** Le Préfet signe un acte complètement illégal avec des motivations farfelues qui consacrent une attitude de mépris à l'égard d'Hamidou.

Tenu au courant par la police de cette décision, son patron lui propose de rester chez lui en dispense d'activité jusqu'aux congés de décembre qu'Hamidou avait posés ce mois-là. Il vient nous consulter à l'UL d'Aubervilliers. Nous lui conseillons de contester immédiatement l'OQTF avec un avocat et le mettons en relation avec le **syndicat CGT Veolia Propreté.**

Début janvier, Hamidou revient nous voir. Bien qu'il ait repris sur un autre poste le travail sur les dernières semaines, l'employeur vient de lui faire parvenir une décision de rupture de son contrat de travail pour cause objective, c'est-à-dire sans indemnité de licenciement, parce qu'il entend s'aligner sur la décision illégale de la Préfecture des Hauts-de-Seine qu'Hamidou a pourtant formellement contestée en temps utile. En effet, au-delà

de la franche illégalité et du caractère nettement discriminatoire et raciste de la décision de la Préfecture, l'avocate d'Hamidou nous le confirme : **l'OQTF est suspendue par l'effet de la contestation.**

Pourquoi alors tant de zèle de la part de Veolia ?

Forte de son expérience et de ses luttes victorieuses récentes pour imposer la régularisation de salarié-es sans titre et l'embauche en CDI, la filière des déchets de la CGT Transports a immédiatement organisé une assemblée générale avec les salariés pour élaborer un cahier revendicatif puis pris contact avec la direction pour exiger la réintégration immédiate sous peine d'une action collective de grève et de droit de retrait des conducteurs pour la collecte des déchets des gendarmeries et des ministères. Suite à cette intervention, **la direction a cédé et Hamidou a été invité à reprendre son travail.**

Alors que la classe politique s'émeut de la chasse aux étranger-es ordonnée par Trump à l'ICE à Minneapolis, on voit bien que les mêmes tendances existent aussi ici. **Oui, il existe des contrôles au faciès, oui, il existe des OQTF au faciès !** Mais si aujourd'hui Hamidou, citoyen espagnol, habitant d'Aubervilliers, peut être visé par une OQTF, à qui le tour demain ? C'est pourquoi la CGT, après la victoire de la réintégration dans son travail, poursuit la campagne contre les agissements racistes de l'État et de la police et exige le retrait de l'OQTF illégale pour Hamidou.

**le prénom a été modifié*

Union Locale CGT Aubervilliers

Bourse du Travail

92 Av. Victor Hugo, 93300 Aubervilliers

contact@ulcgtaubervilliers.com